

Nucléaire : l'impasse de la *puissance*

Résumons. Après huit décennies de course à la puissance nucléaire ponctuée de coups de force et de faits accomplis, de sacrifices humains et de destructions naturelles, d'exploitations minières et de pollution radioactive, de catastrophes et de mise en danger des populations, de tutelle militaro-scientifique et techno-sécuritaire, de faillites techniques et financières, de propagande scientifique et industrielle, d'occultation et de répression des oppositions ... Après des mois de pressions et de tractations du gouvernement français, la commission européenne finit par classer le nucléaire parmi les « énergies vertes et durables », aux faux prétextes qu'il ne s'agit pas d' « une énergie carbonée » et de « l'urgence de la lutte contre le réchauffement climatique¹ ». C'était le 2 février 2022.

Huit jours plus tard, le 10 février, le président Macron annonce « la construction d'au moins six EPR² » – avec une option sur huit autres – devant les mercenaires du nucléaire en bleus de travail, chez General Electric, à Belfort³. Du Parti communiste au Rassemblement national, de *L'Obs* à *Causeur*, du peuple aux chefs, de Chevènement et Montebourg à Longuet et Accoyer, on se joint aux applaudissements. Le parti techno-nucléaire va des rouges aux bruns et des roses aux bleus.

Les Verts, eux, se tortillent. Les « jeunes pour le climat » ne sont pas « contre le nucléaire ». Ils écoutent Jancovici, le polytechnicien pro-nucléaire du *Shift project* plutôt que Jadot, l'ancien militant antinucléaire de Greenpeace, qui bredouille pour « *une sortie du nucléaire d'ici 2045*⁴. » Les renégats, de Ruggy, Canfin, Pompili, déjà grillés et pourvus de postes et de titres, ne peuvent qu'approuver. L'ancien ministre Brice Lalonde, leur prédécesseur, « écologiste », « ni vert ni antinucléaire, ni anti-OGM », nous révèle dans *Causeur* que « les humains sont prompts à trouver de nouvelles ressources lorsque l'une vient à manquer. Jusqu'à présent, les avancées des sciences et techniques ont réfuté les prophéties de malheur⁵. »

Greta Thunberg, leur successeuse, « la superstar de la lutte contre le changement climatique⁶ », « défend une prolongation de la vie des centrales » et « embarrasse les Verts allemands sur le nucléaire⁷. »

Le Monde diplomatique nous fait part de « vifs débats aux Etats-Unis ». Parmi « ces écologistes séduits par le nucléaire », l'alter-mensuel épingle les « Mothers for Nuclear » en Californie. 5600 abonnés sur Twitter, six ans après la création du groupe.

Un rayonnement néanmoins suffisant pour attirer l'attention d'une militante écologiste allemande qui, en septembre 2020, a contacté l'association californienne afin de créer une antenne en Europe. En juillet 2022, des Mothers for Nuclear européennes se rendaient ainsi à Strasbourg pour soutenir la décision du Parlement européen d'inclure les activités nucléaires (et gazières) dans la liste des « activités durables sur le plan environnemental » - au grand dam des militants écologistes du continent. [...]

¹ *Le Monde*, 4 février 2022

² *Le Point*, 27 octobre 2022

³ Cf. J.-M. Traimond, *De Messmer à Macron, le discours du nucléaire*, 20 juillet 2022 sur www.piecesetmaindoeuvre.com

⁴ « Chez les Verts, l'essor discret des pro-nucléaires », 12 février 2022 sur <https://reporterre.net>

⁵ *Causeur n°105*, octobre 2022

⁶ *M le Monde*, 15 octobre 2022

⁷ *Le Monde*, 14 octobre 2022

Les hérétiques sont de plus en plus nombreux, à l'image de la Britannique Zion Lights, ancienne porte-parole d'Extinction Rebellion, le mouvement décroissant né au Royaume-Uni et prônant l'action directe. Végétarienne, apôtre de la sobriété, Mme Lights (...) estime dorénavant que « toute approche rationnelle, étayée, montre qu'une stratégie incluant l'énergie nucléaire est la seule solution réaliste pour réduire les émissions à l'échelle et à la vitesse requises » [...]

En Allemagne, une lutte intestine oppose Les Verts à propos des choix énergétiques effectués ces vingt dernières années. L'historienne Anna Veronika Wendland, figure de l'écologie allemande qui milita jadis contre le nucléaire, reproche désormais aux Grünen une « peur irrationnelle de l'atome »⁸.

Ces reniements et retournements ont l'avantage de lever le brouillard entre amis et ennemis d'une humanité libre dans une nature vive. Pour mémoire, on ne peut être écologiste sans être anti-industriel ; ni anti-industriel sans s'opposer au nucléaire, écocidaire et liberticide. Et c'est dans cette opposition, initiée en 1971 par Esther Davis, Solange Fernex, Emile Prémilieu, Jean Pignero, Pierre Fournier, Gébé, et leurs amis de Fessenheim et du Bugey que s'est forgé le mouvement écologiste ; tel qu'il se manifeste aujourd'hui à Bure, future poubelle à déchets nucléaires, ainsi que dans l'activité critique du courant anti-industriel.

Le polytechnicien Michel Badré, président de « la commission du débat public sur la relance de la filière nucléaire française », a déclaré dans *Le Monde* du 27 octobre 2022, qu'« il n'y a jamais eu de débat public sur le nucléaire. » C'est faux. Le débat a commencé avec la physique nucléaire, elle-même. Écoutez les scientifiques, écoutez Pierre Curie, prix Nobel de physique 1903, avec Marie Curie et Henri Becquerel :

On peut concevoir encore que dans des mains criminelles le radium puisse devenir très dangereux, et ici on peut se demander si l'humanité a avantage à connaître les secrets de la nature, si elle est mûre pour en profiter ou si cette connaissance ne lui sera pas nuisible. L'exemple des découvertes de Nobel est caractéristique, les explosifs puissants ont permis aux hommes de faire des travaux admirables. Ils sont aussi un moyen terrible de destruction entre les mains des grands criminels qui entraînent les peuples vers la guerre. [...] Je suis de ceux qui pensent, avec Nobel, que l'humanité tirera plus de bien que de mal des découvertes nouvelles. (Discours de Stockholm, 6 juin 1905)

On sait que Irène et Frédéric Joliot-Curie, la fille et le gendre de Pierre et Marie Curie, co-prix Nobel 1935 pour leurs recherches sur la radioactivité ont également « découvert un explosif puissant » : « l'absorption d'un neutron par un noyau d'uranium peut provoquer la rupture de ce dernier avec dégagement d'énergie et émission de nouveaux neutrons en nombre en moyenne supérieur à l'unité ». L'explosion qui en résulte permettra « aux hommes de faire des travaux admirables » comme ils l'énoncent dans leur brevet relatif au « Perfectionnement aux charges explosives », déposé le 4 mai 1939 à Paris⁹.

L'absorption d'un neutron par un noyau d'uranium peut provoquer la rupture de ce dernier avec dégagement d'énergie et émission de nouveaux neutrons en nombre en moyenne supérieur à l'unité. Parmi les neutrons ainsi émis, un certain

⁸ Maxime Robin, *Le Monde diplomatique* n°821, août 2022

⁹ Site Inpi, rubrique « recherche sur les brevets ». cité dans Pièces et main d'œuvre, *Sous le soleil de l'innovation*, L'échappée, 2013

nombre peuvent à leur tour provoquer sur des noyaux d'uranium, de nouvelles ruptures, et les ruptures de noyaux d'uranium pourront ainsi aller en croissant suivant une progression géométrique, avec dégagement de quantités extrêmement considérables d'énergie. Ces chaînes de ruptures successives peuvent se ramifier d'une manière illimitée, et la réaction peut devenir explosive. On a cherché conformément à la présente invention à rendre pratiquement utilisable cette réaction explosive, non seulement pour les travaux de mine et pour des travaux publics, mais encore pour la constitution d'engins de guerre, et d'une manière générale dans tous les cas où une force explosive est nécessaire¹⁰.

Si loin qu'il y ait du brevet à la bombe, *L'Humanité* du 8 mai 1945 ne manque pas de s'enorgueillir : « La bombe atomique a son histoire depuis 1938, dans tous les pays des savants s'employaient à cette tâche immense : libérer l'énergie nucléaire. Les travaux du professeur Frédéric Joliot-Curie ont été un appoint énorme dans la réalisation de cette prodigieuse conquête de la science. »

Quant à la une du *Monde*, elle annonce : « Une révolution scientifique. Les Américains lancent leur première bombe atomique sur le Japon. »

Le « débat public » explose - contrairement aux assertions de Michel Badré - porté par Camus : « Nous nous résumerons en une phrase : la civilisation mécanique vient de parvenir à son dernier degré de sauvagerie. Il va falloir choisir, dans un avenir plus ou moins proche, entre le suicide collectif et l'utilisation intelligente des conquêtes scientifiques. ¹¹» (*Combat*, le 8 août 1945)

Mais qu'est-ce qu'une « utilisation intelligente » de l'énergie nucléaire ? Et comment s'en tenir à cette « utilisation intelligente », à jamais indissociable du potentiel « suicide collectif » ? Et qui décide au sein de cette « civilisation mécanique parvenue à son dernier degré de sauvagerie », sinon les « mécaniciens sauvages » - les « savants » plus ou moins fous ? 40 ans après le discours de Pierre Curie, « l'humanité » ne semble pas avoir assez « mûri » pour « tirer plus de bien que de mal » de la découverte des « secrets de la nature ». Serait-ce que de « grands criminels ont entraîné les peuples vers la guerre » ? Ou que la volonté de *puissance* l'emporte toujours sur la conscience ?

On en débat toute l'après-guerre. C'est surtout dans l'opposition au nucléaire – *dual*, civil et militaire – portée par Albert Camus (1913-1960), Murray Bookchin (1921-2006), Günther Anders (1902-1992), André Breton (1896-1966) et son Comité de Lutte Anti-Nucléaire, ainsi que par de multiples groupes et individus, que s'élabore cette critique de la société industrielle finalement rassemblée sous le nom d'« écologie ». Contre-sens politique et ultime concession à la « science », « rationnelle » et « respectable », dont on critique par ailleurs l'irrationnelle, la « suicidaire » volonté de puissance¹². Voyez le tract d'André Breton et du Comité de Lutte Anti-Nucléaire, jeté à la face de Robert Oppenheimer, lors d'une conférence à la Sorbonne, le 18 février 1958 :

Démasquez les physiciens, videz les laboratoires. Rien, plus rien aujourd'hui ne distingue la Science d'une menace de mort permanente et généralisée : la querelle

¹⁰ Site Inpi, rubrique « recherche sur les brevets ». cité dans Pièces et main d'œuvre, *Sous le soleil de l'innovation*, L'échappée, 2013

¹¹ *Combat*, 8 août 1945.

¹² Cf. Marius Blouin. *La Marée verte et ses épaves. 1. Les ennemis de la Nature*, sur www.piecesetmaindoeuvre.com

est close, de savoir si elle devait assurer le bonheur ou le malheur des hommes, tant il est évident qu'elle a cessé d'être un moyen pour devenir une fin¹³.

Irène et Frédéric Joliot-Curie sont évidemment d'un avis contraire. Ces deux scientifiques communistes et industrialistes dirigeant, en tant que « commissaires », la création du Commissariat à l'énergie atomique, en 1945, et la construction de « Zoé », la première pile atomique française (1948). Ils sont révoqués en 1950 pour avoir signé « l'appel de Stockholm », un manifeste communiste contre « l'arme atomique, arme d'épouvante et de destruction massive des populations », à un moment où l'URSS n'en dispose pas encore. « Les savants communistes et progressistes ne donnent pas une miette de leur savoir pour la bombe atomique », déclare Frédéric Joliot-Curie, lors d'un meeting¹⁴.

En fait, le premier essai soviétique a déjà eu lieu huit mois plus tôt, le 29 août 1949, à Semipalatinsk. Et le premier tir d'une « bombe H », des milliers de fois plus puissante que celles d'Hiroshima et de Nagasaki, aura lieu en août 1953 sous la direction d'Andreï Sakharov, un jeune physicien élu à 32 ans à l'Académie des sciences. Ce résistant « à l'oppression du totalitarisme soviétique¹⁵ » sera aussi un fiefé nucléocrate, partisan du totalitarisme techno-scientifique¹⁶. Ce que les opposants à Superphénix, en 1977, dénonçaient sous le terme d'« électro-fascisme ».

Le président Eisenhower riposte quatre mois plus tard à la tribune de l'Onu avec son programme *Atoms for peace* qui propose de partager avec d'autres pays (Israël, Royaume-Uni, etc.) des technologies, des réacteurs de recherche, des matériaux nucléaires – uniquement à des fins civiles et pour « le bien de l'humanité », cela va de soi, comme le diraient tous les Curie ; Pierre et Marie, Irène et Frédéric. Dissémination nucléaire. En six mois, 26 pays achètent des réacteurs américains et lancent des recherches dont les applications seront évidemment *duales*¹⁷. Les premières centrales électro-nucléaires entrent en service en 1954, en URSS (juin) et aux Etats-Unis (septembre). Les rejets et déchets des pacifiques réacteurs s'ajoutent aux retombées des tirs d'essai et des bombardements guerriers (Nevada, Japon, Kazakhstan, Îles Marshall, Sahara, Polynésie, Mongolie, etc.), pour irradier les sols, les eaux, les airs du monde entier. Pacifiquement et pour le bien de l'humanité. C'est-à-dire que la guerre entre technocraties étatiques s'étend au vivant frappé de multiples mutations morbides, ainsi que d'une multiplication de cancers pour ce qui concerne l'humanité.

Chez nous, Louis Néel (1904-2000), physicien grenoblois, déjà créateur du premier laboratoire du CNRS en province (1946), et d'une première *start up*, la Sames (1947) – Société anonyme des machines électrostatiques – saute sur l'occasion pour créer à Grenoble le premier détachement du Commissariat à l'énergie atomique en province (janvier 1956), le *Singe* (Ceng, Centre d'études nucléaires grenoblois).

C'est l'époque où l'on commençait à parler de réacteurs universitaires dédiés à la recherche et en 1953-1954, j'ai entrepris des démarches auprès du Commissariat à l'énergie atomique afin qu'on nous aide à en fabriquer un, ce qui a donné la pile Mélusine¹⁸.

¹³ « Démasquez les physiciens ! Videz les laboratoires ! », A. Breton et le Comité de lutte anti-nucléaire (1958), en ligne sur www.piecesetmaindoeuvre.com

¹⁴ Cf. *Les Dossiers du Canard*, « La force de frappe tranquille », Paris, IEI, 1984, p.64

¹⁵ *Le Monde*, 5 août 2022.

¹⁶ Cf. Andreï Sakharov, *Mémoires*, Le Seuil, 1990

¹⁷ Cf. D. Pestre, *Cahiers pour l'histoire du CNRS* n°8, 1990

¹⁸ *Sous le soleil de l'innovation*, op. cit., p.118

Puis les piles Siloé et Siloette, et, en 1967, le Léli, Laboratoire d'électronique et de technologie informatique, devenu depuis Laboratoire d'électronique et des technologies de l'information. « La science au service de l'industrie » selon sa devise originelle, une « pépinière d'entreprises » d'où sont issues une soixantaine de « jeunes pousses » de *high tech* depuis un demi-siècle, en particulier Soitec (1992. *Silicium On Insulator TEChnology*) et STMicroelectronics. C'est d'une part que Louis Néel est un farouche partisan de *l'innovation* et de la science appliquée ; et d'autre part que nos ingénieurs ont besoin d'ordinateurs de plus en plus petits, de plus en plus puissants et résistants à la radioactivité (d'où le recours au « silicium durci »), pour piloter leurs centrales ; et bientôt, de proche en proche, l'ensemble de la machinerie nucléaire et industrielle, interconnecté au sein d'une seule et même *machinerie générale* (Marx). Ils en ont même tellement besoin que le Léli crée en 1972 une *start up*, Efcis (Études et fabrication de circuits intégrés spéciaux), dont le capital et 80 ingénieurs viennent du CEA. Une société absorbée par Thomson en 1982, puis fusionnée avec SGS (Societa generale semiconduttori), une entreprise italienne, pour former depuis 1987 STMicroelectronics.

Passons sur les alliances industrielles et capitalistes ultérieures, passons sur les pluies de milliards d'argent public (l'État, l'UE, les « collectivités locales », etc.), mais restons sur le pillage de l'eau de la cuvette grenobloise, en plein assèchement et réchauffement climatique... – nos *smartphones* ne sont pas négociables ; et la société industrielle, la machinerie générale, ne peut fonctionner sans les « puces », les semi-conducteurs qui équipent *tous* nos appareils, machines et réseaux¹⁹. Sans semi-conducteurs, pas de voitures, de trottinettes, de vélos, de chauffage, d'éclairage, de frigos, de trains, de *smartphones*, d'ordinateurs, électro-nucléaires ; ni de robots, de fusées, de missiles, de satellites, de tanks, de sous-marins et bien entendu : pas de centrales électro-nucléaires indispensables à la « lutte contre le réchauffement climatique » et aux « énergies décarbonées » comme disent les écotechnologistes.

Nos scientifiques et technocrates nous ont acculés à l'État d'urgence écologique en deux siècles de société industrielle et 70 ans d'industrie nucléaire. Ils nous tiennent maintenant en otages pour un temps équivalent à la « durée de vie » de leurs déchets radioactifs ; seuls à même d'imposer leurs solutions nucléaires et technologiques pour pallier l'incendie climatique et pour satisfaire la demande croissante d'énergie électrique, qu'ils ont eux-mêmes savamment suscités. Voilà bien cet « électrofascisme », ce « technofascisme » dénoncé en 77 par les marcheurs de Malville. Et autrement réel que le fumeux « écofascisme » halluciné par quelques vigiles de la pensée chez les partisans d'un retour à la terre (*nazisme ! pétainisme !*) ou les opposants à toute reproduction artificielle de l'humain (*homophobie ! technophobie !*)²⁰.

Nous avons besoin de semi-conducteurs parce que nous avons besoin de centrales nucléaires, et de centrales nucléaires parce que nous avons besoin d'électricité, d'énergie, de puissance, pour motoriser notre machinerie, maintenir notre mode de vie industriel et accroître encore notre puissance. Louis Néel l'expliquait d'ailleurs de façon claire et radicale. Il est faux qu'« il n'y ait jamais eu de débat public sur le nucléaire », comme le prétend le polytechnicien Badré au nom de « la commission du débat public sur la relance de la filière nucléaire française ». Ce débat n'a jamais cessé depuis 1945 et Louis Néel y a participé en tant que directeur du CEA-Grenoble et prix Nobel de physique 1970. C'était au Conseil général de l'Isère, les 23 et 24 septembre 1976, suite à la répression d'une première manifestation contre

¹⁹ Cf. « STMicroelectronics, les incendiaires et les voleurs d'eau », 22 juillet 2022, sur www.piecesetmainoeuvre.com

²⁰ Cf. Pièces et main d'œuvre, « La biophobie tue », le 28 octobre 2022, sur www.piecesetmainoeuvre.com

la construction de Superphénix, à Malville, en juillet²¹ : Écoutez Louis Néel, écoutez les scientifiques ; c'est à vous, amis de la décroissance, que s'adresse ce discours :

Le problème qui nous occupe aujourd'hui paraît, en réalité, non pas un problème de centrale nucléaire, mais plutôt un problème de société, et par conséquent un problème qui est extrêmement sérieux. Je conçois parfaitement que l'on conteste notre modèle de société, que l'on discute sur le taux de croissance préférable, et même qu'il soit négatif. Professeur d'université ou sorcier dans une tribu sauvage, c'est à peu près équivalent, et par conséquent, pour ma part, je n'y vois pas d'inconvénient. Je voudrais me placer sur un autre plan, parce que ce problème de société nous dépasse aujourd'hui ; il ne me paraît pas du tout rationnel de poser ce problème à propos d'une centrale nucléaire. Je m'explique : de deux choses l'une, ou vous êtes contre la société de consommation et contre la croissance, et, dans ces conditions, il faut s'opposer à la construction de toute centrale, qu'elle soit nucléaire ou à combustible fossile, et il faut éventuellement envisager la destruction de celles qui existent. C'est quelque chose de très simple et l'on peut répondre d'une façon extrêmement nette. [...] On dit « non », et il n'est pas nécessaire d'avoir des discussions techniques comme celles que nous avons depuis ce matin. Ou alors, dans une certaine mesure tout au moins, vous êtes pour une société de consommation, avec une certaine expansion industrielle, mais une expansion raisonnable, et on accepte le principe de la construction d'une centrale productrice d'énergie. Je pense que cette solution moyenne est à peu près celle de la majorité d'entre vous.

Le même Louis Néel ajoutant – douze ans avant la fondation du Giec et la découverte de « l'Anthropocène » par Stoermer & Crutzen :

... depuis que l'on brûle du charbon et du pétrole, la quantité de CO₂ dans l'atmosphère avait augmenté de 10 % environ. Cette quantité plus grande de CO₂ dans l'atmosphère produit un réchauffement indirect de cette atmosphère. On a pu calculer que ce réchauffement indirect dû à la présence de CO₂ dans l'atmosphère était vingt fois la valeur du réchauffement direct par combustion ; ce qui vous montre l'importance du problème. Si nous continuons à développer les centrales à combustion fossiles, au même rythme qu'actuellement, à la fin du siècle on pourra arriver à doubler la quantité de CO₂, et les conséquences écologiques de cette augmentation de concentration sont absolument impossibles à évaluer maintenant. Que se produira-t-il ? Il y aura sûrement un réchauffement de l'atmosphère, peut-être fusion des glaces du pôle, etc. Ce qu'il y a de grave dans cette augmentation de CO₂ c'est que, si en ce qui concerne les déchets-des centrales nucléaires on sait un peu comment s'en protéger, on n'a aucun moyen pour faire varier le taux de concentration carbonique dans l'atmosphère²².

Voilà. Sommes-nous en 2023 « pour une société de consommation, avec une certaine expansion industrielle » ? Et si oui, « on accepte le principe » du plan de relance nucléaire du gouvernement Macron, avec pour commencer la construction de six EPR. Ou bien sommes-

²¹ Cf. Pièces et main d'œuvre, « Mémento Malville » (2005) et « Françoise d'Eaubonne à Grenoble » (2022), sur www.piecesetmaindoeuvre.com

²² Conseil général de l'Isère. « Creys-Malville, le dernier mot ? ». PUG, 1977

nous pour la décroissance, le renoncement à la puissance et – comme le dirait Louis Néel - pour le retour à l'état sauvage.

Au printemps 1971, à Fessenheim, puis à l'été, au Bugey, ceux que l'on nomme désormais « écologistes » organisent leurs premiers rassemblements contre la société de consommation, industrielle et nucléaire. « On arrête tout, on réfléchit et c'est pas triste » selon la devise de cet *An 01*²³. Le « débat public sur le nucléaire », c'est eux, c'est nous, les écologistes, qui le portons depuis un demi-siècle, envers et contre tous les technologistes – dont le polytechnicien Badré et ses pareils. Que les pouvoirs publics et une pseudo instance indépendante organisent un énième pseudo-débat à titre d'exutoire, que l'on pourra saboter une énième fois avec banderoles et sifflets, est le signe indubitable qu'il ne s'agit une fois de plus que d'habiller les décisions déjà prises d'une « participation citoyenne », et de confiner les oppositions aux enceintes d'Internet et des salles de spectacle. On le sait. Nous - nos amis et nous - avons saboté en 2009/2010 plus de la moitié des 17 réunions de la CNDP sur les nanotechnologies. C'est-à-dire que, sans illusions, nous avons saboté une campagne de propagande. Quant au développement des nanotechnologies, il s'est poursuivi comme devant²⁴.

On apprend donc sans surprise que Greenpeace et Sortir du nucléaire, les deux grosses bureaucraties environnementales (écolo-trotskyistes), ont finalement « claqué la porte de cette mascarade démocratique » après y avoir d'abord participé, suivant leur sempiternel tango, leur sempiternel double-jeu politicard²⁵. Elles avaient « opté pour une participation critique afin de ne pas laisser le terrain aux mensonges de l'industrie nucléaire ». Elles croyaient que ce serait un « vrai débat » ! Qu'elles pourraient « réellement questionner l'opportunité » du plan Macron ! Pauvres choux. Le gouvernement a surpris leur bonne foi. Il a lui-même saboté le débat - aucune publicité - et donc aucune promotion de Greenpeace, de Sortir du nucléaire, ni de leurs bureaucrates. Pas d'« atome à moudre ». Pas la moindre chance de se hisser au rang de « syndicats représentatifs » dans le champ de l'environnement, pour négocier nos taux de radioactivité admissibles.

Pis, le gouvernement a, au contraire, *accélééré* ses projets, montrant ainsi quelle importance il accordait à ce pseudo-débat, à ses figurants et à ses metteurs en scène. « Ce qui revient à considérer comme sans intérêt (...) les interrogations, les remarques et les propositions faites lors du débat public en cours », suivant le communiqué commun²⁶ de Michel Badré, « président de la commission particulière du débat public sur les nouveaux réacteurs et le projet Penly », et de Chantal Jouanno, sa sur-présidente de la CNDP. Quand la vérité sort de la bouche des menteurs, un rien vexés d'être si publiquement démentis par leur commanditaire.

Et quitte à paraître blasés (« misanthropes », « méprisants », etc.), on n'a pas été davantage surpris du chaleureux accueil des Cauchois à ces nouveaux projets de réacteurs nucléaires dans leur Pays de Caux, tel que le rapporte *Le Monde*.

Il est 18 h 30 lorsque le public commence à affluer. Ce jeudi soir de décembre 2022, au Tréport (Seine-Maritime), la salle vitrée Serge-Reggiani n'accueille ni concert ni pièce de théâtre, mais l'un des débats publics sur l'avenir du nucléaire dans la région. Très concernée, la Normandie compte déjà huit réacteurs. Elle pourrait, si le Parlement le décide, en accueillir deux autres, à la centrale de Penly, à une quinzaine de kilomètres de là. « On parle de 8 000 à

²³ Cf. R. Garcia, *Notre Bibliothèque Verte*, Vol.1, Pierre Fournier et Gébé

²⁴ Cf. « Révélations : le véritable bilan de la CNDP-Nanos en exclusivité par Pièces et Main d'œuvre », 15/02/10, sur www.piecesetmaindoeuvre.com

²⁵ Cf. Communiqué commun du 24 janvier 2023 sur leurs sites respectifs

²⁶ Cf. Communiqué CNDP du 18 janvier 2023

10 000 emplois, explique Peggy, syndicaliste, mais tout cela reste très flou. » « On aimerait savoir si cela va concerner les Hauts-de-France, s'interroge une voisine venue de la sous-préfecture d'Abbeville, dans la Somme. Après tout, on est juste à côté. »

A l'intérieur de la salle, une centaine de personnes ont pris place. Principalement des salariés d'EDF et de RTE, des élus locaux, des acteurs de la vie économique et des syndicalistes. « Toutes les opinions peuvent être exprimées, rappelle un des coordinateurs, mais seuls les discours argumentés comptent. Si on siffle, si on applaudit, cela ne va pas peser ni nourrir le débat parlementaire. »

Le maire du Tréport [Ndr. communiste] annonce d'emblée la couleur : « Les nouveaux EPR, j'y suis favorable », commence Laurent Jacques. « C'est l'antithèse du parc éolien en mer que l'on veut nous imposer », expose-t-il, taclant le projet au large de Dieppe-Le Tréport, qui doit démarrer en 2024. « C'est une énergie décarbonée, fiable, locale qui, elle, offre la perspective de ne pas détruire les emplois de nos amis pêcheurs », s'exclame-t-il auprès d'une audience plutôt acquise.

Antoine Ménager, directeur chez EDF du débat public EPR 2, enchaîne, lui, sur les promesses d'emplois du projet. « Ce sera 8 000 emplois au pic du chantier », soutient-il, et « 30 000 au niveau national dans la phase de déploiement de ces six EPR2 ». L'assistance écoute religieusement. Et veut y croire. « La balle n'est pas seulement dans le camp de l'opérateur, mais dans celle du territoire », souligne Jean-Luc Léger, président du conseil économique, social et environnemental régional (Ceser) de Normandie, qui évoque aussi les familles de ces futurs employés qui auront des besoins scolaires, de santé, d'infrastructures.

Un temps de discussion en groupe est ensuite demandé, avec un médiateur, pour rassembler questions et remarques de chacun. Un participant s'en étonne : « Tout cela, c'est du temps de moins pour le vrai débat, souffle-t-il, à voix basse. A Petit-Caux, la fois précédente, c'était organisé sous forme d'assemblée, il y avait plus de résistance, sur la question des déchets, sur l'impact des travaux de terrassement qui vont obliger à rogner la falaise. »

En petit comité, la parole se libère un peu, sans que des oppositions surgissent toutefois réellement. En toile de fond transparaissent les craintes quant au risque « de siphonnage des entreprises locales ». Des groupes spécialisés dans la verrerie, la métallurgie, qui ne voudraient pas voir leurs sous-traitants partir, aspirés par les chantiers de l'EPR. Au total, « 80 métiers » seront mobilisés, insiste le représentant du Groupement des industriels français de l'énergie nucléaire, dans l'ingénierie, la construction, le génie civil. A chaque inquiétude, sa réponse rassurante, sur les collaborations entre territoires, sur les écoles professionnelles que l'on a fermées, c'est vrai, mais qui sont en train de rouvrir. A Cherbourg (Manche) ou ailleurs. Reste que, ce soir, les citoyens lambda se sont comptés sur les doigts de la main. Ce qui ne surprend guère. « Regardez ce qui s'est passé pour l'éolien en mer. Près de 70 % des gens y étaient opposés », se remémore un cheminot du coin. Résultat, « tous les recours ont été perdus, et le projet, lui, eh bien, il va finalement démarrer »²⁷.

On ne sait guère de quels « citoyens lambda » parle « l'envoyée spéciale du *Monde* », et dont l'absence aurait réduit le public aux partisans du nucléaire et des nouveaux réacteurs. Ne sont-

²⁷ Cf. Marjorie Cessac, *Le Monde* du 16 janvier 2023. « Au Tréport, les espérances suscitées par la probable implantation de nouveaux réacteurs à la centrale nucléaire de Penly »

ils pas des « citoyens lambda », ces soudeurs, chaudronniers, métallos, ouvriers du bâtiment, ingénieurs et techniciens, qui bourrent la salle ce soir-là, unis derrière leurs élus, dirigeants syndicaux, cadres et chefs d'entreprises ?

Bien sûr que le « débat » est conçu de façon à dissuader les opposants d'y participer ; et s'ils y participent, à étouffer leur opposition. Au Tréport, « un couple de militants dieppois, très engagés dans la lutte contre Penly, se sont sentis un peu isolés. « On se croirait à une grande messe du nucléaire, face à des dévots de l'atome. Il y a un déséquilibre des temps de parole », déplorent Richard et Françoise Kobylarz, qui représentent l'UFC Que Choisir et France Nature Environnement²⁸. »

Cela n'a jamais empêché les opposants de s'exprimer, dedans ou dehors, comme on l'a vu – parmi des centaines d'exemples – à Bure et dans la Meuse, en 2013 ; où les pseudo-débats sur l'enfouissement des déchets nucléaires, avaient viré au boycott, au chahut et au tribunal populaire. Encore faut-il qu'il y ait des opposants, et qu'ils arrivent à entraîner la majeure partie de leurs congénères dans leur opposition.

Quant aux raisons des partisans du nucléaire, elles sont vite résumées. Nos emplois, notre « pouvoir d'achat », notre « niveau de vie », notre mode de vie électro-nucléaire, ne sont pas négociables. Nos voitures, vélos et trottinettes électro-nucléaires ; nos éclairages, chauffages et cuisinières électro-nucléaires ; nos ordis, *smartphones*, tablettes et réseaux électro-nucléaires ; nos usines, transports et société électro-nucléaires, ne sont pas négociables.

Les mercenaires du nucléaire nous disent ce que disaient les « soldats du charbon », leurs familles, leurs syndicats, partis, élus, etc., avant qu'on ne ferme les mines. Il faut bien vivre en attendant de mourir, de cancer ou de silicose. Réchauffer le climat, un peu plus ou un peu moins, c'est toujours « gagner sa vie » (« niveau de vie », « mode de vie », etc.). Maintenir ce réchauffement sous les +2° C pour atteindre « la neutralité carbone » en 2050, comme on l'a augmenté de 1,2° depuis le début de la « révolution industrielle », c'est toujours de l'emploi pour les 25 ans à venir.

Un « expert » consulté par *Le Monde* « estime qu'elle [Ndr. la consommation d'électricité] va doubler d'ici à 2050 pour permettre à la France d'atteindre la neutralité carbone²⁹. » Mais les simulations des experts d'*Epsilon*, un magazine scientifique, tablent plutôt sur *un triplement* de « la production mondiale d'électrons pour faire face à l'électrification galopante de l'industrie, du résidentiel et des transports [...] Autrement dit, la sortie du charbon plutôt que celle du nucléaire³⁰. »

Autrement dit, un avenir radieux pour la corporation électro-nucléaire, en attendant la catastrophe – soudaine ou progressive, mais inéluctable. C'est qu'en attendant la découverte par nos scientifiques des moyens de leur transmutation, il faudra bien une main d'œuvre nombreuse, qualifiée et militarisée, pour surveiller durant 100 000 ans, les dépôts souterrains de déchets radioactifs. Une dictature nucléocratique.

Quant à « l'excursion nucléaire » dans l'un des réacteurs de Penly, on sait que ça ne vous fait pas peur, gens du Pays de Caux, pas plus qu'aux gens du Bugey, du Tricastin, etc. Vous savez que l'Autorité de sûreté nucléaire a tout prévu grâce aux « retours d'expériences » de Tchernobyl et de Fukushima : loi martiale, sentinelles armées ; confinement de toute la région sous les nuages d'iode 131 et de césium 137 (mais vous avez déjà eu l'expérience avec le covid 19) ; interdiction d'aller chercher les enfants à l'école ; évacuation de la population ; décapage des sols, des murs, des toits, durant des mois ; renouvellement du sable des aires de jeux ; ne plus se séparer de son dosimètre (mais vous avez déjà eu l'expérience du

²⁸ Luc Chaillol. « Relance du nucléaire : un débat impossible ? » *Le Daubé*, 17 janvier 2023

²⁹ *Le Monde*, 3 février 2023

³⁰ *Epsilon* n°18, décembre 2022, p.38

smartphone) ; vérifications de la contamination des fruits, légumes, céréales, viande, lait, miel, champignons, gibier – et même du bois de chauffage (ah oui, le chauffage électro-nucléaire peut vous ramener au chauffage à bois du quaternaire, c'est ça le progrès). *Résilience*³¹...

Que dire à nos congénères, qui vaille la peine d'être dit et que nous ne leur ayons déjà dit et redit depuis 50 ans. C'est vrai. « Les gens », dans leur masse, ne sont ni « écologistes », ni anti-industriels, ni antinucléaires ; ils ne l'ont jamais été ; ne le seront sans doute jamais. Certes, les « Gilets jaunes » ont rappelé qu'ils étaient toujours capables de s'opposer durement ; durablement ; quand ils estimaient ne plus pouvoir faire autrement – le prix de l'essence, le coût de la vie, l'épuisement psychique et physique, une certaine idée de leur qualité de Français, abandonnés et bafoués par l'État. Ils veulent bien obéir, vivre en suivant les règles. Travail, transports, télé, etc. Encore faut-il qu'on leur en laisse les moyens. Reste que le renoncement à la puissance ne figurait pas parmi leurs aspirations, bien au contraire. Et d'ailleurs, fait-il vraiment partie des nôtres ? Voilà le débat que M. Badré et sa commission n'organiseront pas. Une fois posé que la volonté de puissance est le moteur de l'histoire, à quelles conditions et jusqu'où le renoncement à la puissance pourrait-il advenir, individuellement et collectivement ?

Mesure-t-on le moment que nous vivons. Le sidérant contraste entre cette fin du monde que nos autorités nous annoncent comme prochaine, et la frivole continuation d'un mode de vie suicidaire. Si elles croient à leurs propres discours, elles devraient tout arrêter. Tout de suite. Non seulement la coupe du monde de football au Qatar, les Jeux Olympiques de Paris, ceux d'hiver en Arabie Saoudite, mais toute industrie touristique, des transports, du divertissement, des communications ; et à peu près toute industrie minière et manufacturière, à l'exception de quelques productions vitales. En attendant cette fin du monde annoncée, nous restons nous aussi dans l'impasse de la *puissance*.

Pièces et main d'œuvre

4 novembre 2022, mis à jour le 4 février 2023

(Publication initiale dans *La Décroissance* n°195, décembre 22/janvier 23)

Lire aussi :

Sur www.piecesetmaindoeuvre.com :

- Gravelines, Chooz, Plogoff, Golfech... Tu te souviens des luttes antinucléaires ?
- De Messmer à Macron, le discours du nucléaire
- Françoise d'Eaubonne à Grenoble
- Memento Malville

Écouter aussi : « Malville », épisode 7 du podcast « Face au monde-machine » sur <https://floraisons.blog/face-au-monde-machine/>

³¹ Cf. *Epsilon* n°18, décembre 2022, p.38 et T. Ribault, *Contre la résilience – à Fukushima et ailleurs*. L'Échappée, 2021